

17 mars 2010

## **Réponse à la consultation de la CRE sur le développement de capacités fermes de transport de gaz naturel de la France vers la Belgique\*.**

L'AFG tient à rappeler en préambule que la problématique justifiant cette consultation découle de la considération selon laquelle le gaz naturel n'est autorisé à circuler sur certains réseaux que s'il n'est pas odorisé suite à une intervention humaine.

L'AFG considère que la piste proposée par la CRE doit être examinée de façon la plus ouverte possible. Il faut s'interroger en particulier sur la pertinence de l'obligation faite aux gestionnaires de réseaux de transport de désodoriser le gaz préalablement odorisé afin de pouvoir le faire circuler sur certains réseaux limitrophes.

Il convient de souligner que le gaz contient à l'état naturel du soufre et du mercaptan (RSH) dans des proportions variables. Pour assurer l'interopérabilité du gaz naturel entre les réseaux de transport européens, EASEE-gas a recommandé des seuils de soufre et de mercaptan à ne pas dépasser, qui sont respectivement de 30 et 6 mg/m<sup>3</sup>.

EASEE-gas a précisé que cette recommandation ne s'applique pas au gaz odorisé, ce qui laisse aux gestionnaires de réseaux de transport qui le désirent, la possibilité de refuser l'entrée du gaz odorisé sur leurs réseaux, même si leur teneur en soufre et en mercaptan reste très en deçà des seuils recommandés par EASEE-gas, ce qui est en l'occurrence le cas du gaz odorisé sur les réseaux de transport français (10 à 15 mg/m<sup>3</sup> de soufre, 3 à 4 mg/m<sup>3</sup> de mercaptan). Cette restriction ne semble pas fondée sur des impératifs de sécurité d'exploitation des réseaux concernés, elle constitue en revanche un réel obstacle à la libre circulation du gaz.

Au-delà des réponses apportées aux questions ci-dessous, il est important de souligner que les solutions envisagées à travers les questions 1, 2, 3, 4 et 6 de cette consultation peuvent engendrer un risque majeur de distorsion de concurrence à l'avantage des expéditeurs de Dunkerque LNG par rapport aux autres expéditeurs de la zone Nord.

### **Question 1 :**

Pour vous, la mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion présente-t-elle un intérêt ?

Réponse :

D'une façon générale, toutes actions visant à améliorer la fluidité du transport de gaz procurent des effets bénéfiques tant sur le plan de la sécurité des approvisionnements que sur le plan du fonctionnement des marchés. La mise en place de capacités fermes physiques de la France vers la Belgique par le biais de la création d'un nouveau point d'interconnexion pourrait permettre de répondre à ces considérations. Cependant, la solution esquissée semble être de nature palliative destinée à surmonter une contrainte dont le caractère bien-fondé reste à démontrer.

**Question 2 :**

Que pensez-vous des produits de capacité de sortie au point d'interconnexion de Furnes envisagés dans l'Open Season entre la France et la Belgique ?

Réponse :

Les deux produits de capacités proposés, à savoir d'une part les capacités fermes dimensionnées sur la base des flux minimaux livrés par le Franpipe, et, d'autre part, les capacités conditionnelles calibrées à hauteur des flux émis par le terminal de Dunkerque LNG semblent de nature à refléter les contraintes d'exploitation de ces deux infrastructures.

**Question 3 :**

Que pensez-vous de l'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Furnes depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG ?

Réponse :

L'application d'un terme tarifaire de proximité pour les expéditeurs acheminant du gaz vers la nouvelle interconnexion de Furnes depuis le PIR Dunkerque ou le terminal méthanier de Dunkerque LNG peut être justifiée par certains aspects car cela permet de prendre en compte d'une part la courte distance et d'autre part le fait que le gaz n'est pas encore odorisé et est par conséquent directement exportable, ce qui est plus rationnel sur le plan de l'efficacité économique globale. Néanmoins, cette solution serait un encouragement à l'exportation directe du gaz importé à Dunkerque vers la Belgique sans bénéficier à la profondeur des échanges au PEG Nord, alors même que le terminal aura également été connecté « totalement » au reste du réseau français. Ce serait le premier ouvrage à disposer d'une double connexion avec les surcoûts d'investissements que cela entraîne.

**Question 4 :**

Que pensez-vous de la différence de tarification pour les capacités fermes et les capacités conditionnelles ?

Réponse :

La différence de tarification entre les capacités fermes et conditionnelles permet de prendre en compte les impératifs techniques spécifiques découlant du Franpipe et du terminal de Dunkerque LNG. Toutefois le niveau de la décote tarifaire doit correspondre aux contraintes techniques d'émission vérifiables pesant sur les utilisateurs. Il faut cependant veiller à ce que les règles s'appliquent de façon non discriminatoire et n'introduisent pas de distorsion de concurrence entre les infrastructures.

**Question 5 :**

Etes-vous favorable à la tarification envisagée concernant les capacités développées grâce à la station de désodorisation à Taisnières H ?

Réponse :

Le principe d'une tarification mixte basée sur deux termes pour refléter les dépenses d'investissements d'une part, et d'autre part les dépenses d'exploitation, nous semble être un bon compromis. Il faut cependant s'interroger sur la pertinence de cet investissement destiné à surmonter une contrainte dont le caractère bien-fondé n'est pas démontré.

**Question 6 :**

Voyez-vous un intérêt à la fixation d'un quota de capacités de court terme au point d'interconnexion de Furnes ?

Réponse :

D'une façon générale, il est important que les coûts générés par les flux de sortie soient supportés autant que possible par les expéditeurs concernés afin de ne pas pénaliser injustement les consommateurs. Vue sous cet angle, la fixation d'un quota de capacité de court terme n'apparaît pas opportune si cela devrait se traduire par un accroissement des charges supportées par tous les consommateurs.

**Questions 7 & 8 :**

Que pensez-vous du déroulement envisagé pour l'Open Season ?

Que pensez-vous des durées d'engagements qui pourraient être demandées au marché ?

Réponse :

Il faut veiller à ce que les opérateurs procèdent conformément aux règles de bonne pratique édictées par l'EREG.

**Question 9 :**

Que pensez-vous du calendrier envisagé ?

Réponse :

Il faut adapter le cas échéant le calendrier de façon à permettre la mise en œuvre éventuelle des capacités « rebours fermes » telles qu'elles sont préconisées à la question 10.

**Question 10 :**

Selon vous, la mise en place de capacités « rebours fermes » de la France vers la Belgique grâce à des mécanismes de type « engagement de flux » présente-t-elle un intérêt par rapport aux capacités rebours existantes ?

Réponse :

Les mécanismes permettant de mettre en œuvre les capacités de « rebours fermes » ou « conditionnels » doivent être promus en priorité car ils permettent d'optimiser l'utilisation du réseau existant pour améliorer la fluidité du marché sans occasionner d'investissements supplémentaires.

**Question 11 :**

Avez-vous d'autres remarques ? RAS

---

*\* EDF et Total ne s'associent pas à cette position.*